

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité – Dignité – Travail**

**\*\*\*\*\***



**Forum sur la Promotion du Secteur Privé en Centrafrique**

**Discours d'ouverture de son Excellence  
Madame le Chef de l'Etat de la Transition**

**Bangui, 9 août 2015**

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,

Madame la Vice-Présidente du Conseil National de Transition,

Messieurs les Présidents des Institutions Républicaines,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de Transition,

Madame la Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises,  
Présidente du Comité d'Organisation du Forum sur la Promotion du Secteur Privé en  
Centrafrique,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions Financières et Organisations  
Internationales,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Mission diplomatique et  
Postes Consulaires,

Madame la Présidente de la Délégation Spéciale de la Ville de Bangui,

Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Patronales et Syndicales,

Chers opérateurs économiques,

Distingués invités,

Chers compatriotes,

Mesdames et Messieurs,

L'organisation d'un Forum sur le secteur privé dans l'intervalle des assises politiques de  
mai 2015 et des prochaines Elections Générales qui doivent ramener notre pays à l'ordre  
constitutionnel pourrait paraître anachronique au moment où les esprits sont à juste titre  
accaparés par les échéances politiques à venir.

Le Forum sur le secteur privé, le premier du genre, longtemps désiré par tous ceux qui ont  
bien à l'esprit qu'en toute circonstance, « *la politique est fille de l'économie* », l'était encore plus  
par vous, opérateurs économiques nationaux et internationaux investis dans ce secteur.

Partout dans le monde, c'est vous qui créez les biens et les emplois, stimulez la jeunesse,  
rendez heureux des foyers ; c'est vous qui pourvoyez la richesse et qui portez la croissance  
qui conduit nos pays vers des horizons de progrès.

A tous, Je souhaite la plus cordiale bienvenue.

Et spécialement à vous, venus de l'étranger et parfois de très loin pour partager votre expertise et votre expérience avec les opérateurs économiques de mon pays.

Je saisis également cette occasion pour exprimer à nos partenaires techniques et financiers la reconnaissance de la nation centrafricaine et ma profonde gratitude. Votre constante sollicitude à l'égard de la République Centrafricaine illustre à merveille l'élan de solidarité dont nous sommes l'objet de la part de la communauté internationale.

Distinguées personnalités,

Chers compatriotes,

Mesdames et Messieurs,

Ce Forum se tient au moment où la République Centrafricaine sort peu à peu de la longue crise qui a fortement secoué ses fondements, sérieusement ébranlé notre vivre ensemble et impacté négativement la croissance économique, en amplifiant le phénomène de chômage des jeunes surtout en milieu urbain.

La baisse de la production ajoutée à la détérioration du climat des affaires se traduisent par des performances peu reluisantes de notre pays dans le classement du DOING BUSINESS établi par la Banque mondiale. Ce mauvais climat des affaires représente un lourd handicap à la promotion des investissements en raison du faible attrait du pays malgré ses énormes potentiels économiques. Ainsi, le taux d'investissement en Centrafrique est le plus faible de la zone CEMAC avec 13% du PIB contre 30% en moyenne dans la région.

Est-il besoin de rappeler, par ailleurs, que depuis deux décennies, la destruction des outils de production tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays a totalement anéanti les capacités de production du secteur privé et bridé le processus de développement économique du pays tout entier ?

Or, le développement du secteur privé demeure l'un des axes majeurs et stratégiques pour réduire la pauvreté, relancer l'économie nationale et lutter contre le chômage endémique en particulier celui des jeunes.

Dans un tel climat, le cadre permanent de concertation secteur privé / secteur public aurait dû jouer pleinement son rôle de catalyseur et restaurer un Dialogue aussi utile que salubre pour l'économie nationale.

En effet, le partenariat public / privé constitue un des axes prioritaires du Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable (PURD) mis en place par le Gouvernement de Transition pour garantir la poursuite des réformes économiques et financières en vue d'une croissance durable.

Il est de ce fait important de renouer avec tous les acteurs concernés, notamment le secteur privé. Par conséquent, ce forum doit contribuer à jeter de solides bases pour construire un espace de concertation véritable entre les différents acteurs.

Il doit forger une nouvelle dynamique favorisant une synergie agissante entre le secteur privé et l'administration afin de jeter les bases d'une reconstruction économique du pays qui restitue au secteur privé le rôle moteur de levier indispensable de la croissance économique.

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

La situation de notre pays demeure un paradoxe: l'immensité de ses ressources naturelles non encore exploitées ou sous- exploitées dans les domaines miniers et forestiers conjuguée à ses grandes potentialités agro-pastorales contraste avec ses indicateurs socioéconomiques qui restent à des niveaux très critiques.

Aussi, je me réjouis de constater que le Forum va se pencher sur le concept de grappes de croissance axé sur trois (3) secteurs à fort potentiel notamment l'agriculture, les forêts et les mines qui sont au cœur de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) qui ouvre le chemin de la productivité et de la Reconstruction.

Il en est de même du financement de l'économie, lequel sera revisité à la lumière des mécanismes innovants grâce au dynamisme et aux nouvelles opportunités de mobilisation des ressources financières offertes, les fonds d'investissements et par la bourse régionale des valeurs mobilières de l'Afrique centrale.

Dans la même veine, j'ose espérer que vos réflexions sur l'amélioration du climat des affaires et les autres thèmes, objets de vos débats, nous permettront ensemble de jeter les bases d'une relance économique viable.

Enfin, les recommandations et le chronogramme issus de vos travaux, croyez-le, seront l'objet de la plus haute attention de la part des Autorités de la Transition.

Cet engagement constitue la meilleure réponse aux interrogations légitimes de certains compatriotes. En effet, beaucoup de centrafricains se demandent quelle serait l'utilité d'un forum de ce genre. Est-ce un forum de plus? Que ferons-nous des résultats issus de ces présents travaux?

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Face à la situation de crise ayant conduit à la destruction et à la fragilisation du tissu économique, les opérateurs économiques, par l'entremise du GICA, de l'UNPC, du

Collectif des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Association des Koli Wali Gara, ont exprimé à l'endroit du gouvernement de nombreuses préoccupations.

Au cours des divers échanges avec ces organisations, nous avons relevé :

- Des relations difficiles entre les opérateurs économiques et l'administration ;
- Un sentiment d'incompréhension face à leurs difficultés d'exploitation ;
- Un sentiment d'injustice dans le traitement des litiges avec l'administration ;
- Un certain découragement face à certaines pressions ;
- Un sentiment de frustration face aux mesures d'accompagnement souvent jugées insuffisantes.
- Une certaine lassitude à évoquer les mêmes sujets sans solutions réelles ;

Par ailleurs, il est apparu clairement que le Secteur Privé en RCA est hétérogène, mal connu, avec d'un côté des grandes entreprises et de l'autre un tissu de PME et de PMI dont bon nombre relèveraient davantage de la petite, voire de la très petite entreprise, à la limite de l'informel.

L'examen de notre économie montre également que l'esprit d'entrepreneuriat n'est pas véritablement enraciné dans la culture centrafricaine et dans l'état d'esprit du centrafricain. Il nous est apparu nécessaire d'inoculer aux jeunes et aux femmes centrafricaines l'esprit d'initiative et le sens des affaires. Nous devons les aider à savoir prendre des risques, à savoir apporter des innovations sur nos marchés et à savoir créer et faire fonctionner une entreprise.

Je me réjouis que la problématique de l'entrepreneuriat féminin et de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles figure en bonne place dans votre agenda de travail.

C'est donc consciente de la nécessité d'encourager l'initiative privée, de promouvoir un secteur privé national moderne et compétitif, de connaître et faire connaître les potentialités et les opportunités d'affaires en RCA que j'ai appelé de tous mes vœux, à l'organisation du présent Forum sur le secteur privé.

Mesdames et Messieurs,

Réconcilier et refonder la nation, tel était l'objectif principal atteint par le Forum national de Bangui; les présentes assises, quant à elles, doivent nous permettre d'entrevoir les champs du possible pour relancer l'économie du pays et faire renaître l'espoir.

Ce forum doit nous éclairer sur ce qui doit être fait sans tarder pour donner une nouvelle chance à chaque centrafricain, en particulier à la jeunesse vouée au chômage.

Il doit renouer les fils du dialogue entre le secteur privé et le secteur public et au-delà avec tous les acteurs du monde économique de manière inclusive.

Il nous faut encourager le secteur privé, par des mesures incitatives, afin de permettre l'essor et l'épanouissement des entreprises. Il nous faut donner un signal fort aux

potentiels investisseurs par la prise de mesures essentielles pouvant contribuer à améliorer l'environnement des affaires.

De même, il faut jeter les bases d'une petite industrialisation par la mise en œuvre d'un programme d'appui aux PME/PMI et aux micro-entreprises existantes ou en cours de création.

Il est également primordial de réintégrer dans le circuit économique la multitude d'agents opérant dans l'informel.

Le souci principal des autorités est de créer les conditions nécessaires afin de redonner confiance aux opérateurs économiques et relancer l'appareil productif.

Nous avons conscience que pour atteindre ces objectifs, il faut envisager sérieusement la réhabilitation des infrastructures routières, énergétiques, communicationnelles et favoriser le développement des institutions bancaires et financières.

Mais par-dessus tout, nous devons rassurer les potentiels investisseurs sur la situation politique et sécuritaire de notre pays. En effet, la sécurité demeure la première condition du développement économique et social d'un pays. Les perspectives de relance des activités économiques ne pourront à l'évidence se concrétiser qu'à la condition que la sécurité soit rétablie dans le pays et que les institutions de la République connaissent une certaine stabilité.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, le travail de pacification et de stabilisation du pays est un long processus. Nous ne pouvons attendre d'achever ce processus avant de relancer notre économie. Je peux vous assurer que le Gouvernement de transition ne ménage aucun effort pour restaurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, la présence des forces internationales et des forces nationales de défense et de sécurité sur le terrain ont permis la reprise des activités économiques et commerciales ainsi que le retour progressif de l'administration dans l'arrière-pays. Après le forum de Bangui, le processus politique se poursuit dans le respect du nouveau calendrier électoral, après le vote par le CNT du Code électoral amendé et de la nouvelle constitution.

L'on peut donc se féliciter de l'évolution globalement positive de la situation en RCA, bien qu'elle demeure encore fragile.

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Le présent forum doit, par la qualité des conclusions issues de ces travaux, bâtir le socle d'une Reconstruction du pays et jeter les bases de la Renaissance économique de la nation.

Vos réflexions devront témoigner à la fois :

- D'une vision claire de la stratégie que le pays devrait mettre en œuvre pour la relance économique et sociale
- D'une réflexion approfondie sur les actions prioritaires, pragmatiques et réalistes que la RCA doit mener pour asseoir les bases d'un secteur privé dynamique.

Ne perdons pas de vue que notre sous-région, c'est-à-dire la CEMAC et la CEEAC ne peuvent se développer sereinement si la Centrafrique demeure, le maillon faible de la région.

Je vous exhorte à démarrer vos travaux avec l'assurance renouvelée de mon soutien personnel et la certitude de l'accompagnement du gouvernement et du peuple centrafricain, principal bénéficiaire des résultats de vos travaux.

Il n'y a pas de renaissance sans reconstruction, et reconstruire c'est d'abord se réconcilier, se solidariser, se coaliser afin que les richesses du sol et du sous-sol nourrissent enfin les centrafricains et transforment le pays en cette *terre des richesses du cœur* qui permet au plus grand nombre d'accéder à un mieux-être.

Car ma ferme volonté est de contribuer au mieux à faire en sorte que chaque famille centrafricaine puisse conjuguer avec fierté les cinq verbes de Barthélemy BOGANDA à savoir: se nourrir, se vêtir, se soigner, se loger et s'instruire.

C'est sur ce rêve légitime du père fondateur de la République centrafricaine que je déclare ouvert le forum sur la promotion du secteur privé.

Vive le partenariat public/privée,

Vive la coopération internationale,

Vive la République Centrafricaine debout, prospère et réconciliée avec elle-même.

Je vous remercie.